

LE 27 MAI

A 18h30

LA FONDATION DE LA RESISTANCE

RAVIVE LA FLAMME

SUR LA TOMBE DU SOLDAT INCONNU

L'ANACR SERA PRESENTE

(RENDEZ-VOUS A 18 HEURES AU PLUS TARD)

LE JOURNAL DE LA RESISTANCE

FRANCE D'ABORD

FONDE DANS LA CLANDESTINITE EN 1941

Rédaction-Administration, 79, rue Saint-Blaise, 75020 Paris

N° 1170-1171 - MARS-AVRIL 2005

QUE VIVENT LE 8 MAI ET LE 2 SEPTEMBRE 1945 !



Le 7 mai 1945 à 2 heures 41, au nom du Haut Commandement Allemand, le général nazi Jodl signait à Reims un acte de reddition militaire que contresignaient le général Bedell-Smith au nom du Commandant suprême des Forces Expéditionnaires Alliées, le général Sousloparov, au nom du Haut Commandement Soviétique, et le général Sevez, pour l'Armée Française (cliché ci-dessus). Le lendemain, dans la nuit du 8 au 9 mai, l'acte définitif de capitulation allemande sera signé à Berlin (voir pages centrales).
Sitôt la nouvelle connue, partout en Europe libérée des foules en liesse acclament la fin de la guerre et la Victoire des peuples sur la barbarie nazie. Ici, à Paris, place de la Concorde (cliché ci-contre)



MAIS, LA GUERRE N'ETAIT PAS FINIE...

Quel "armistice" ???

Il n'est pas rare que de voir évoquer de façon erronée le 8 mai 1945. L'erreur la plus fréquente est de parler de "l'Armistice" conclu à cette date. Or, il n'y eut pas d'Armistice. Le commandement allemand l'aurait bien voulu et tenta de faire adopter le mot, mais les Alliés avaient décidé de mener la guerre jusqu'à UNE CAPITULATION SANS CONDITION et c'est bien cela qui eut lieu lors de la signature de Berlin, ce 8 mai 1945, d'ailleurs légèrement après minuit. Un Armistice est une suspension d'armes, un arrêt des troupes en présence sur leurs positions, chacune demeurant mobilisée, gardant ses armements, et chaque gouvernement pouvant éventuellement décider de reprendre les hostilités. Dans l'état où étaient l'Allemagne nazie et les débris de ses complices en 1945, il ne leur était pas possible de suspendre les hostilités alors que les fronts de l'Ouest et de l'Est s'étaient rencontrés, les unités hitlériennes du nord-ouest ne pouvant poursuivre le combat sans renouvellement d'effectifs, d'armements et de ravitaillement, donc sans le moindre espoir. Ils se contentèrent de prolonger leur conception de la discipline dans les camps de prisonniers où ils furent détenus, et où pendant quelques temps les officiers se donnèrent encore l'illusion de commander et au besoin de condamner... (nous connaissons quelques exemples dans le Schleswig-Holstein). Donc, capitulation sans condition signée par Keitel.

Et les fronts du Pacifique ?

Mais l'autre erreur assez souvent commise à l'égard de cette capitulation est de l'appeler : "fin de la Seconde Guerre mondiale". C'était la fin en Europe, mais pas dans l'Océan Pacifique et en Asie orientale.

Les premières agressions japonaises avaient visé la Mandchourie en 1931, puis la Chine en 1937. La Corée avait été martyrisée. En 1938 et 1939, eurent lieu plusieurs engagements avec l'armée américaine devant Tokyo : le "Missouri", où le Général Leclerc signa au nom de la France. Quant aux opérations menées selon les méthodes japonaises contre la Chine et contre la flotte et les armées américaines depuis l'ignominieuse attaque surprise de Pearl Harbor, nous les évoquerons au moment du 80ème anniversaire de cette capitulation, de même que nous évoquerons les bombardements atomiques dont beaucoup pensent aujourd'hui qu'ils auraient pu être évités (ce qui était d'ailleurs l'opinion d'Albert Einstein).

En mai 1945, la victoire sur Hitler étant acquise, l'U.R.S.S. massa en direction du Japon un million et demi de soldats soviétiques et mongols, 5500 chars et 3800 avions, le tout commandé par le Maréchal Vassilievsky. Et, conformément aux promesses faites aux alliés occidentaux, elle déclara la guerre au Japon le 8 août.

Le 9 août fut lancée la première bombe atomique américaine sur Hiroshima, le 14, les armées soviétiques avancèrent de plus de 120 kms sur le territoire occupé par les Japonais. A la fin du mois, la Mandchourie était complètement libérée. Le Mikado avait proclamé le 15 août la nécessité de capituler ; ce fut fait sur un navire de guerre américain devant Tokyo : le "Missouri", où le Général Leclerc signa au nom de la France. Quant aux opérations menées selon les méthodes japonaises contre la Chine et contre la flotte et les armées américaines depuis l'ignominieuse attaque surprise de Pearl Harbor, nous les évoquerons au moment du 80ème anniversaire de cette capitulation, de même que nous évoquerons les bombardements atomiques dont beaucoup pensent aujourd'hui qu'ils auraient pu être évités (ce qui était d'ailleurs l'opinion d'Albert Einstein).

Et l'Indochine ?

Les autorités françaises de l'Indochine furent dirigées, après le départ du Général Catroux, (l'un des deux premiers avec son collègue Legentilhomme, qui était à Djibouti, à rejoindre le Général de Gaulle), par l'Amiral Decoux, qui fit régner sans partage l'autorité et la politique de Pétain. D'ailleurs, l'Amiral, n'hésita pas le 29 juillet 1941 à signer avec le gouvernement japonais un accord laissant à celui-ci "toute liberté d'action" en Indochine ! Et comme cela ne lui suffisait pas, il en signa un autre le 8 décembre concernant la "Défense commune" de tout ce territoire... contre les Alliés (incluant bien sûr la Chine).

Les forces de cette "possession" française organisées dans le Viêt-minh, dont le chef prit le nom de Ho-chi-minh, menèrent une guérilla contre les deux occupants, cependant qu'un certain nombre de militaires ou fonctionnaires civils français organisaient des réseaux qui tentèrent l'impossible contre les Japonais et subirent des pertes cruelles.

Le 9 mars 1945, le Japon exigea d'être doté du commandement unique. Le Général Sabatier réussit à passer en Chine avec quelques formations de l'Armée française. Lorsque le Japon capitula, le Viêt-minh proclama, le jour même, la République et l'indépendance, prenant la précaution, qui hélas ne semble pas avoir été très remarquée, de préciser que celle-ci était "conquise sur les Japonais et non sur les Français". Le Général de Gaulle esquissa un projet de régime reconnaissant un début de souveraineté à l'Indochine. Des hommes comme le futur ministre Jean Sainteny, le Général Legentilhomme, ancien Gouverneur militaire du Tonkin et le Général Leclerc chargé du commandement de toute la péninsule par le gouvernement Français pensaient qu'un accord était possible, accord qui donna lieu aux pourparlers hélas infructueux de Fontainebleau. Mais là aussi nous renvoyons à une prochaine évocation.

Au printemps de 1945, l'irrésistible progression des armées Alliées - de l'Ouest et de l'Est -, libéra, jusqu'à leur jonction à Torgau, les survivants des camps de la mort. Depuis janvier, on savait ce qu'avait été Auschwitz. En avril et mai, on trouva par toute l'Allemagne des camps avec chambres crématoires, poteaux d'exécution, potences, "laboratoires" d'expériences "médicales", monceaux de morts de faim ou d'épidémies. Buchenwald (où des groupes de déportés armés prirent part à leur libération), Ravensbrück, Dachau, tant d'autres, révélèrent l'ampleur de l'horreur, que prolongeaient les "marches de la mort" où tout traînard fut abattu.

Mais, les criminels de masse capitulèrent à Reims, le 7 mai, pour l'Ouest, et le 8 à Berlin pour tous les fronts. Le nazisme était vaincu.

*
*

Vaincu ? Certes, mais ses résidus contaminent de plus jeunes en Allemagne et ailleurs, même en France où des esprits faibles ou corrompus agitent les détroques idéologiques de Radio-Paris, de Laval, de la Milice et de la L.V.F. Nous les combattons. (Chaque lecteur mettra des noms sous cette esquisse de signalements). Et nous espérons, pour le 60ème anniversaire de la Victoire, le durcissement de la législation annoncé par le Président de la République et le Premier Ministre.

Quant à l'Allemagne, nous rappelant Willy Brandt, officier de partisans en Norvège, qui s'agenouilla devant le souvenir des martyrs d'Auschwitz, nous avons pris acte avec gravité du clair discours du chancelier Schröder à Buchenwald, le 11 avril dernier : "Se souvenir de l'époque du national-socialisme, de la guerre, du génocide et des crimes est une partie de notre identité nationale. Et c'est une responsabilité constante". D'où son refus que ces hontes "aient un jour à nouveau une chance".

*
*

Mais le 8 mai n'avait pas mis fin à la guerre. Elle cessa le 2 septembre, à Tokyo. Le maintien sur son trône impérial du criminel de guerre Hiro-Hito, n'aurait rien de bon. Actuellement, le négationnisme règne au Japon. On l'enseigne. Ainsi vient d'être réédité un manuel d'Histoire qui "oublie" ou minimise les agressions sur le continent. Pas trace de crimes de guerre comme l'"incident" (sic) de Nankin le 13 décembre 1937 (Selon les sources, de 100.000 - au minimum - à 300 000 civils massacrés), ni des crimes contre l'humanité sur tant de femmes coréennes, ni du reste. (Pearl Harbor ? Détail... D'ailleurs, le Premier Ministre Kolzumi s'incline chaque année sur le sanctuaire où sont enterrés des criminels de guerre, et ce n'est qu'avec réticence qu'il vient d'exprimer aux autorités chinoises quelques regrets pour l'attitude du Japon à l'égard de son voisin. Alors même qu'il proteste avec insolence parce que des étudiants chinois manifestent contre ce négationnisme. Et de plus il réclame un siège permanent au Conseil de sécurité de l'O.N.U....

*
*

L'O.N.U. est née de la Victoire. La renforcer, oui. Y donner au Japon la possibilité de bloquer les décisions de l'organisme suprême semblerait au moins inconscient. Qu'il suive l'exemple des deux chanceliers allemands !

Préparer dès cette année le 60ème anniversaire de l'O.N.U., en 2006, aidera, souhaitons-le à maintenir la Paix là où elle est menacée et à la rétablir là où elle est sacrifiée au fascisme et à ses surges.

Que vive, au sens précis du mot, le souvenir du 8 mai et du 2 septembre !

Charles Fournier-Bocquet

DANS NOTRE SOMMAIRE :

- P. 2 : Les Amis de la Résistance (ANACR).
- P. 3 : Avis de recherche
- P. 4 et 5 : De la Libération à la victoire du 8 mai 1945.
- P. 6 et 7 : La vie de l'Association. Nos deuils.
- P. 8 : Sétif, un autre 8 mai méconnu. Les Livres

LES « AMIS DE LA RESISTANCE (ANACR) » • LES « AMIS DE LA RES



Le 23 avril dernier s'est tenue à Paris la seconde réunion statutaire annuelle de la Commission nationale des "Amis", élue en avril 2003 lors de la réunion constitutive de l'Association Nationale des Amis(e)s de la Résistance (ANACR), en présence de Robert Chambeiron, Président-délégué de l'ANACR et Président d'honneur de l'Association Nationale des Amis(e)s ainsi que de Louis Cortot, président de l'ANACR, Compagnon de la Libération.

Après une intervention introductive de Jacques Varin prirent notamment part à la discussion, placée sous la présidence de Pierre Martin, vice-président national, Marie-Claude Boussard (Nièvre), Pierrette Bussiére (Jura), Paul Cailles (Haute-Savoie), Paul Calmels (Haute-Loire), Danièle Collet (Côtes-d'Armor), Jean Corbeau (Pas-de-Calais), Robert David (Morbihan), Sylvie Daems (Nord), Guy Deschamps (Eure), Michel Duval (Pas-de-Calais),

Andrée Fay (Gironde), Dannick Florentin (Hauts-de-Seine), Robert Foreau-Fenier (Aisne), Colette Gaidry (Haute-Saône), Monique Jouanlanno (Rhône), Bernard Laville (Ardèche), Pierre Martin (Côtes-d'Armor), Jean-Jacques Mergem (Marne), Mireille Monier-Lovie (Drôme), Anne-Marie Montaudon (Haute-Vienne), Brigitte Moreno (Lot-et-Garonne), Colette Pallarès (Libé-PTT), André Paya (Bouches-du-Rhône), Robert Perrier (Savoie), Martine Peters (Isère), Marie-Jo Pivier (Corrèze), Antoine Poletti (Corse-du-Sud), Jean Rebourg (Loir-et-Cher), Jean-Paul Riffault (Paris), Jean-Paul Rigoli (Haute-Savoie), Solange Rodrigues (Alpes-Maritimes), Charles Sancel (Libé-PTT), Serge Soudry (Cher), Christiane Tardif (Essonne), Anne-Marie Victor (Lot-et-Garonne), Michel Volle (Paris), Nicole Zerline (Oise).

Nous publions ci-dessous un extrait de l'intervention introductive de Jacques Varin :

Il y a maintenant deux ans que nous avons pris la décision de créer l'Association Nationale des Amis(e)s de la Résistance (ANACR), décision dont il faut rappeler les trois raisons principales : nous permettre d'acquiescer collectivement, départementalement et nationalement la pratique de direction d'un association ayant vocation à pérenniser le combat de l'ANACR, mettre en place des mécanismes de fonctionnement démocratiques régissant notre vie collective et créer les conditions de possibilité de reconnaissance officielle par les Pouvoirs publics à tous les échelons.

Sur ce dernier point, d'ores et déjà, dans plusieurs départements des "Ami(e)s de la Résistance (ANACR)" sont présents dans les jurys départementaux du Concours de la Résistance et de la Déportation, voire dans quelques cas en assurent la Présidence. Des "Amis" sont désormais aussi présents dans des Comités d'Entente départementaux, dans des structures départementales de l'UFAC, et même dans le Conseil d'administration de quelques ODAC. Au plan national, les choses sont plus complexes : en effet, les règles de fonctionnement de l'UFAC et de l'ONAC, du Jury national du Concours sont régis par des textes officiels contraignants, notamment quant à leur composition.

Cependant, des évolutions sont possibles, sont d'autant plus possibles que l'éloignement historique des conflits – le dernier important en nombre de personnes directement impliquées, celui d'Algérie, s'est quand même achevé il y a quarante-trois ans – pose pour tout le monde combattant le problème de la transmission de la mémoire. Les structures officielles – telles l'ONAC – ou semi-officielles et semi-associatives – telle l'UFAC – devront par nécessité s'ouvrir – cela est commencé – aux associations de mémoire ; ce que nous sommes pour une large part, même si nous ne sommes pas que cela puisque engagés dans le combat antifasciste contemporain. Lors du congrès de l'ANACR à Grenoble, pour la première fois dans un discours officiel à ce niveau, la mention des "Amis de la Résistance" et de leur rôle dans le discours du Ministre délégué aux Anciens Combattants est le signe de la prise en compte de cette réalité : plus de 10 500 "Ami(e)s de la Résistance (ANACR)" qui font de notre Association la principale des structures se consacrant à mémoire de la Résistance.

Principale structure de mémoire de la Résistance

Il est donc particulièrement important que, sans attendre que de petites structures éli-

tistes mais ne manquant certes pas de moyens, n'ayant ni notre audience ni notre conception du pluralisme, y compris de ce qu'a été celui de la Résistance, soient consacrées par les Pouvoirs publics comme étant seules porteuses de la Mémoire de la Résistance, une mémoire "officielle", parcellaire, parfois sciemment "arrangée" au goût du jour, nous prenions notre place dans les instances officielles. Sans attendre, nous devons faire en sorte – c'est de la responsabilité de tous les "Groupes départementaux d'Amis" mais aussi de tous les "Comités départementaux de l'ANACR" de tout faire pour qu'il en soit ainsi – que des "Ami(e)s de la Résistance" soient intégrés aux côtés des représentants, de l'ANACR ou quand, hélas cela commence à arriver, nous n'en trouvons plus, à leur place, dans toutes les structures de la mémoire. Ceci figure dans la partie du rapport du Bureau National consacrée aux Amis présentée au congrès de Grenoble et cette idée est reprise dans la Résolution du Congrès consacrée aux Amis et adoptée unanimement.

Au plan national, nous devons renouveler nos démarches en direction de l'ONAC, le handicap temporaire de l'existence légale minimale d'un an passé, l'enregistrement de notre Association date de juillet 2004. Il va aussi nous falloir rechercher aussi la liaison avec le Ministère de l'Education nationale. Ceci, notre présence dans le futur, ce qui se concrétise dès maintenant, dans les structures de la Mémoire de la Résistance est une absolue nécessité pour la fiabilité de ce qui se dira et s'écrira sur la Résistance. si l'on en juge par l'exemple a contrario de la publication dans les Côtes d'Armor par l'ODAC d'une plaquette "Parcours de mémoire" qui avait réalisé l'"exploit" – si l'on peut dire – de prétendre retracer la Résistance dans les Côtes-du-Nord sans évoquer les FTFP... Ce qui reviendrait ailleurs, dans l'Ain ou en Savoie par exemple, à prétendre vouloir écrire l'Histoire de la Résistance en occultant l'A.S. C'est l'histoire aseptisée et réécrite de la Résistance que certains veulent inculquer aux générations futures. Ce n'est pas notre conception, car c'est là une altération falsificatrice de la réalité plurielle et pluraliste de la Résistance.

Cette volonté que nous avons d'être présents dans ces structures de mémoire pour y pérenniser la présence de l'ANACR, découle à la fois de notre volonté que soit transmise de la manière la plus authentique possible la mémoire des combats de la Résistance, sa réalité, ses valeurs et aussi du fait de l'im-

portance de notre Association, qui est aujourd'hui sans conteste, il faut le redire, la plus importante – et de très loin – de toutes celles qui se réclament de la Mémoire de la Résistance. Et la plus nationale par son implantation.

Plus de 10 500 adhérents

Nous avons des adhérents dans 82 des 95 départements métropolitains : dans 11 d'entre eux très faiblement, puisque au 31 décembre 2004 nous n'y comptons que moins de 20 "Amis", nous en avions de 20 à 100 dans 38 autres, parmi lesquels, dans plusieurs d'entre eux, les "Amis" y sont organisés en groupes départementaux qui ont une activité spécifique : c'est le cas des groupes de l'Ardèche (79), de Corse du Sud (96), du Nord (94), de Haute-Saône (45) ; ou tiennent une place notable dans la vie globale de l'ANACR, par exemple en Alsace (41), en Haute-Corse (93), en Côte d'Or (31), dans la Creuse (99) dans l'Eure (70), le Gers (72), l'Hérault (67), les Pyrénées-Atlantiques (81), à Paris (90).

De manière plus conséquente, nous avons de 101 à 200 adhérents dans 18 départements : Alpes-Maritimes, Aveyron, Bouches-du-Rhône, Charente, Cher, Côtes-d'Armor, Finistère, Gironde, Loir-et-Cher, Lot, Morbihan, Oise, Puy-de-Dôme, Pyrénées-orientales, Vaucluse, Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val d'Oise. Dans la moitié d'entre eux nous sommes organisés de manière spécifique en groupes d'Amis.

Nous avons de 200 à 300 "Ami(e)s" dans 6 départements : le Rhône (219), l'Allier (225), la Drôme (233), l'Indre (245), les Landes, l'Aube (248), plus de 300 adhérents dans 5 autres départements : Savoie (315), Haute-Vienne (353), Isère (354), Haute-Savoie (360), Var (393). Et à Libé PTT : 300. Enfin, nous avons 448 adhérents dans le Lot-et-Garonne, 519 en Dordogne, 528 en Corrèze et 604 en Saône-et-Loire.

Nous avons terminé au plan national l'année 2004 avec 134 adhérents de plus que l'an passé, c'est-à-dire que nous avons atteint 10 510 adhérents au 31 décembre. Et donc dépassé notre objectif de 10 500 adhérents. Ce chiffre, une nouvelle fois positif, reste cependant insatisfaisant au regard de l'ampleur des tâches qui sont les nôtres face au négationnisme, à la falsification ou l'approximation historique, à la banalisation de la Collaboration, ce qu'ont traduit les indulgences coupables à l'égard de Papon, aux menaces contre le 8 mai. Et il y a l'action

persévérante que nous devons continuer de mener pour l'instauration d'une Journée Nationale de la Résistance le 27 mai. Nous avons à faire face à une contre-offensive des adversaires de la Journée Nationale de la Résistance qui, n'avaient pas la véritable raison de leur hostilité, c'est-à-dire leur désaccord avec la mission confiée par le général de Gaulle à Jean Moulin de rassembler toutes les Forces de la Résistance, y compris les Partis et syndicats clandestins, mettent en avant le 18 juin en tentant de l'opposer au 27 mai.

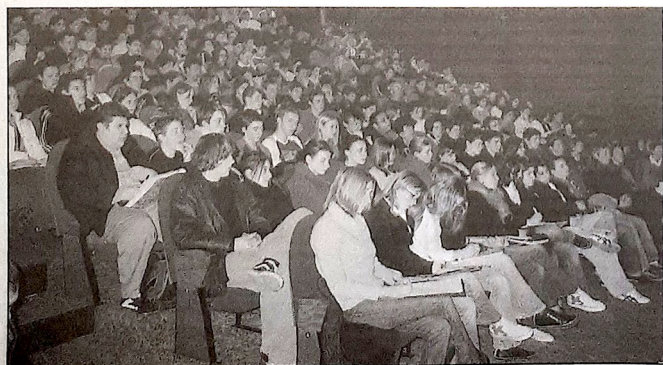
La nécessité de nous renforcer

Par ailleurs, nous sommes confrontés à une situation objective pouvant – ce que nous avons donc une nouvelle fois réussi à éviter – tirer nos effectifs vers le bas. En effet, dans un grand nombre de départements, les "Amis" ne sont pas organisés en groupes locaux – et même dans la dizaine où nous sommes notablement décentralisés en groupes locaux, leur maillage n'est pas aussi fin que celui des Comités locaux de l'ANACR, ce qui fait que le placement des cartes d'"Ami(e)s" et la collecte des cotisations s'y fait par le canal de ces comités locaux de l'ANACR. Or, se multiplient les cas où le maintien de l'activité voire de l'existence de comités ANACR devient parfois problématique, du fait de la disparition ou de l'invalidité de leurs animateurs.

Il y a donc nécessité pour les "Amis" de tout faire pour aider au maintien des comités de l'ANACR. Pour cette raison qui vient d'être évoquée, mais aussi, de manière plus fondamentale, parce que c'est une mission assignée aux "Amis" dès leur création, un devoir même, parce qu'il est important pour la nature même de la bataille que nous menons de préserver le plus longtemps possible les comités de l'ANACR qui ont acquis depuis plus d'un demi-siècle une expérience et une autorité incontestées, parce que l'ANACR est pour les groupes d'"Amis" une référence et un appui. Ce qui ne nous exonère pas de nous interroger sur le rythme d'une évolution inévitable qui rapprochera de plus en plus intimement dans leur fonctionnement les structures de l'ANACR et des Amis.

De cela, nos Assises Nationales, qui auront lieu à l'automne prochain – ou au plus tard au printemps si des problèmes matériels nous y contraignent – auront à discuter en même temps qu'à définir nos axes d'action.

DROME : RESISTANCE ET DEPORTATION



Le 3 mars dernier, 450 collégiens et Lycéens de Montélimar et de sa région se sont retrouvés dans la matinée à l'auditorium Petruccianni de Montélimar, dans le cadre de la journée organisée annuellement par les "Ami(e)s de la Résistance (ANACR)" de la Drôme. A la Tribune, les deux témoins, Jean-Marie Delabre, lycéen résistant de 18 ans arrêté à Paris puis déporté à Buchenwald et Mauthausen, Marie-Louise Boisnard, résistante de 19 ans arrêtée à Lyon et déportée à Ravensbrück, qu'entouraient Jean Lovie, Président du Comité montilien des "Amis(e)s" organisateur de la journée, Mireille Monier-Lovie, Présidente départementale des "Ami(e)s de la Résistance (ANACR)" de la Drôme, et Roland Auguste, Président de l'ANACR de la Drôme.

La force bouleversante des témoignages décrivant l'horreur, l'atrocité du système concentrationnaire nazi, l'engagement de jeunes ayant à l'époque le même âge qu'eux

dans la lutte pour la liberté, marquèrent profondément les jeunes auditeurs, comme en témoignent les lettres reçues depuis par les organisateurs : "Cette conférence m'a mis en tête de respecter plus les autres, mais aussi de rester plus attentif aux choses qui se passent actuellement" (Nicolas), "Malheureusement, les gens oublient ce qui s'est passé ou ne veulent pas le savoir ; cela est grave, le danger nous guette tous les jours, le racisme et la xénophobie en sont la preuve... Je tiens à vous remercier pour avoir organisé une telle conférence" (Driss) ; "Continuez bien votre Association, parce que des personnes ne savent pas tous les maux de la vie..." (Mathieu).

Et dans la soirée, Jean-Marie Delabre et Marie-Louise Boisnard, auxquels s'étaient joints un autre déporté (à Dachau), René Seston, témoignèrent à nouveau devant un public cette fois ci essentiellement composé d'adultes mais tout aussi bouleversé.

AVIS DE RECHERCHE

Recherche témoignages vécus sur l'expédition des troupes françaises à laquelle participa mon père, Eymard GONTARD (né en 1907), embarqué à Marseille le 18 mai 1940, débarqué à Beyrouth le 24 mai 1940 (selon son livret militaire) puis rapatrié depuis Beyrouth le 14 octobre 1940, avant d'être renvoyé dans ses foyers le 2 novembre 1940 depuis Marseille. Il est décédé le 24 juin 1944 des suites de cette expédition pour laquelle il avait été rapatrié. D'après la chronologie des événements de cette époque, l'intervention au Liban et en Syrie se situait un an plus tard en juin et juillet 1941.

Contacteur Daniel Gontard :
Les Roures, 26160-La Bégude-de-Mazac.
Tél/fax : 04-75-46-21-80
e-mail : gontard.daniel@wanadoo.fr

Recherche tous renseignements concernant mon grand-père, Henri VELLAINÉ, né en 1912. Après 8 ans de marine nationale, il fut agent de police à Toulon et rentra très vite dans la Résistance (O.R.A.). Il poursuivit cette activité à Gap, sera arrêté et déporté en avril 1944 à Neuengamme. Affecté dans une usine de plomb, grièvement brûlé, il est vu la dernière fois en mars 1945 dans un convoi sanitaire parti pour une destination inconnue.

Contacteur : VELLAINE@voila.fr
BEATRICE.VELLAINE@laposte.net

Recherche un document précisant que mon père, Jean KOCIEMSKI, nommé le 1^{er} juin 1944 "capitaine Tomy" et décédé le 1^{er} septembre 1944 à Calonne-Ricourard (62) aurait été nommé commandant FFI, ainsi que toutes informations sur les circonstances exactes de sa mort.

Contact e-mail : kociemski@aol.com

Mon grand-père, Emile MENNECART, originaire de Condé-sur-Escaut (59), sous-lieutenant FFI, a été tué en août 44 dans l'Yonne. Qui pourrait me donner - ainsi qu'à mon père qui l'a peu connu (Guerre d'Espagne, 2^{ème} guerre mondiale...) - des renseignements à son sujet ?

Contact : Carole Meullemiestre née Menneccart
e-mail : meulle_car@voila.fr

L'Union des Aveugles de la Résistance, en vue de publier un ouvrage sur l'activité des aveugles dans la Résistance, recherche qui pourrait fournir des renseignements sur François GUILLLOU né le 18 août 1918 à Pouldavid-sur-mer (Finistère), aveugle résistant, arrêté par l'armée allemande alors qu'il sectionnait les fils téléphoniques des troupes occupantes et fusillé le 17 janvier 1944 à Plomelin (Finistère). Contacter "Union des Aveugles de la Résistance", 58 avenue Bosquet, 75007-Paris.
Tél. : 06.63.74.11.92.

Jacques LATOUR, né le 23 juin 1923, faisait partie des chantiers de jeunesse et travaillait en juin 1944 (depuis quand ?) à la manufacture de Tulle avec 600 autres jeunes le jour du massacre de Tulle. Deux lettres décrivent tout ce qu'il a vécu alors : la pendoison de chaque otage, qu'avec quelques camarades il a dépendus et regroupés dans des fosses communes... Le lendemain son groupe partait pour Limoges où son adresse courriel était : Centre de Jeunes Travailleurs, Groupe 3 Equipe 7, Lycée Gay-Lussac. Ensuite un trou, puis il se retrouve dans une unité FFI Secteur Nord (SSN 1) du 18 août 1944 au 13 avril 1945. (certificat de libération signé Henri Bulliard). Puis un trou et engagement au 22^{ème} RIC le 06/10/45, il disparaît en Indochine en 1947. Je cherche des renseignements sur la période 1942-1944. Contacter Jean-Pierre Kerrio, 45 rue de Metz 77400 - Lagny-sur-Marne. Tél. : 01 64 02 49 08, 06 62 98 58 63.

Recherche une image-souvenir que je n'ai pu acheter à l'époque de la venue du Général de Gaulle en Corse en octobre 1943, et plus précisément de son accueil à Sartène, si ma mémoire ne m'abuse le 6 octobre. J'avais été désignée pour lui remettre le traditionnel bouquet de bienvenue. Qui peut me mettre sur la trace de cet événement ? Ecrire à Nicole Simonpietri, 4 bd Madame Mère, 20000-Ajaccio.

Exploitant agricole en 1943-1944 au lieu-dit "Les Granges" (Commune de Prémery, Nièvre) j'ai hébergé Henri KOLEPKA, âgé de 14 ans et d'origine juive. A l'époque, j'étais responsable FTP du "Maquis Jean-Jaurès" à Nolay (58). Recherché par la Gestapo, il a dû partir et je ne l'ai jamais

revu. Il est cependant revenu 15 ans après, mais hélas j'étais absent. Avant de disparaître, car j'ai 85 ans, je voudrais bien savoir ce qu'il est devenu. Qui pourrait me renseigner ? Ecrire à Raymond Cloiseau, Président départemental de l'ANACR 58, Les Granges. 58700-Prémery.

Au décès de ma Grande tante, nous avons retrouvé à son domicile un manuscrit commencé à être tapé à la machine à écrire. Il s'agissait d'un recueil concernant l'abbé Pierre LABAUME qui fut déporté à Buchenwald, Bergen-Belsen et Dachau. Je recherche Mr Michel Bliardeau (fils d'un des camarades de prison de l'abbé Labaume). Contacter Mlle Marie-Geneviève Guet CRISTOBAL.CUETO-CASTRO@wanadoo.fr

Il se nommait WEIZ SANDOR (WEIZ était sans doute le nom et SANDOR le prénom) Il était Autrichien, de religion juive. Connu dans la Résistance sous le nom de "Lieutenant Georges", il participa à des combats en Saône-et-Loire (à Luchon, La Gravaie, Autun...). Il était responsable du Maquis de Clessy (près de Gueugnon - 71). Hospitalisé à La Guiche, il s'en évade... Il fut commandant de la Place de Bourbon-Lancy... Après la Bataille d'Autun, il participa aux combats des Ardennes. C'est là que l'on perd sa trace. Il aurait été versé dans l'armée régulière et aurait suivi des cours de formation militaire dans l'Yonne. Qui pourrait me donner des renseignements sur lui, ses origines, sa carrière, ce qu'il advint de lui ? Contacter Mr Jean-Claude Sartarin, 6, Square des Chamilles. 42400-Saint-Chamond. Tél. : 04 77 49 61 61.

Cherche désespérément des informations sur mon père Juan NIETO BNACHERA (Né à Roquetas de Mar/Almería en 1910 ; décédé en 1981 à Kronenbourg (Bas-Rhin) Exilé politique "Républicain espagnol", engagé dans la Résistance pendant la Seconde guerre mondiale. Déporté en camp de concentration, certainement sous un nom d'emprunt, il a été blessé et décoré d'après ce que j'ai pu glaner mais nous n'avons aucun document. Contacter Maria Morel.
e-mail : maria.morel@club-internet.fr

Afin d'organiser des cérémonies commémoratives de la libération de la Poche de Lorient, je recherche des documents sur le 2^{ème} Bataillon de Marche du Finistère (Journal des marches et opérations, témoignages d'officiers...) qui aurait été intégré dans le secteur Laïta et endivisionné dans la 19^{ème} Division d'Infanterie Française en 1944-1945.

Contacteur Anne-Marie Hornung.
e-mail : anne-marie.hornung@wanadoo.fr

Je m'appelle Moreno Costa, maquisard puis combattant sur la ligne Gothique avec les Alliés et suis Président de la section de Pietrasanta (Lucca) de l'Associazione Nazionale Partigiani d'Italia (ANPI). Je recherche des informations parmi les Italiens tombés dans la Résistance française sur un certain ARDEMANNI ou ARDEMANNI. Il était de Pise et réfugié en France comme antifasciste (dans la région de Lyon ou de Marseille).

Contacteur Moreno Costa :
e-mail : ilara@interfree.it

Petite fille d'un déporté-résistant du convoi du 27 avril 1944, Auguste VALLÉE (matricule 186510), décédé le 20 avril 2004. Je retrace actuellement sa vie depuis son arrestation le 21 janvier 1944 à La Montagne. Emmené Place Louis XVI à Nantes (44), il y fut torturé par la Gestapo pendant 2 jours et 2 nuits, avant d'être envoyé au camp de Compiègne-Royallieu puis déporté (Auschwitz-Birkenau, Buchenwald, Flossenbürg, Regensburg, où il fut libéré le 23 avril 1945). Il faisait partie du réseau "Libé-nord" de Nantes (44) avec Bouvron et ses amis. Je recherche tous renseignements, documents et articles le concernant ainsi que son réseau.

Contacteur Sylvie Dupré :
e-mail : Sylviedupre@msn.com

Est-il fait mention dans le livre-mémorial des Déportés d'un convoi ayant quitté Toulouse le 31 Juillet 1944 à destination de Buchenwald(69000) ? Ce convoi n'a rien à voir avec le train fantôme.

Contacteur Victor Gobert, pdt. de la section La Garde/ Le Pradet de l'ANACR-Var.
e-mail : victor.gobert@neuf.fr

IL Y A CINQUANTE ANS, LA GUERRE D'ALGERIE...

Commencée il y a un peu plus d'un demi-siècle, le 1^{er} novembre 1954, la Guerre d'Algérie allait durer près de 8 ans. Le 19 mars 1962, par la signature des Accords d'Evian entre la France et le GPRA, la logique de paix l'emportait sur la logique de guerre dans les relations entre les deux pays...

LA MEMOIRE DES SOLDATS MORTS EN ALGERIE

Lorsque la Fédération Nationale des Anciens Combattants en Algérie (F.N.A.C.A.) décida d'honorer la mémoire des malheureux militaires Français tombés dans la guerre d'Algérie, elle choisit la date du 19 mars, date de la fin des combats en 1962, et invita l'A.N.A.C.R., comme d'autres, à sa cérémonie de la réanimation de la Flamme.

Ayant déploré cette guerre et son prix en vies humaines, l'A.N.A.C.R. décida d'avoir, le jour anniversaire de la fin des combats étant tout indiqué, le geste que la F.N.A.C.A. sollicitait d'elle. Elle décida donc de se faire représenter.

Plus tard, d'autres associations d'anciens combattants recrutèrent des participants français à la guerre d'Algérie. Plusieurs années se passèrent sans problème concernant l'initiative de la F.N.A.C.A. Puis, sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing - qui l'année suivant son élection avait décidé de supprimer la célébration du 8 mai 1945 - fut décidée l'inhumation à Lorette, dans le Pas-de-Calais, d'un soldat inconnu tombé en Algérie. Pourquoi Lorette ? C'est un lieu voué depuis 1918 au souvenir des anciens Combattants Canadiens tombés sur le front aux côtés de leurs camarades français ! Quand il fut accessoirement

décidé que la cérémonie annuelle du souvenir des tués en Algérie aurait lieu en octobre, pour l'anniversaire de cette translation des restes du malheureux inconnu, nous nous sommes interrogés et avons pensé que rien ne s'opposait à la pertinence d'organiser la journée du souvenir au jour anniversaire de la fin des combats, ce qui fait que l'A.N.A.C.R. a continué et continue à se faire représenter le 19 mars à l'Arc de Triomphe.

Et voilà que récemment, le Président Chirac ayant inauguré un monument le 5 décembre (alors qu'une autre date était prévue mais ne correspondait pas à son calendrier), des associations, des parlementaires, etc. ont retenu cette date totalement arbitraire du 5 décembre. Forte de ses 369.000 adhérents et des 3.500 communes, dont Paris, qui ont retenu la date du 19 mars, la F.N.A.C.A. maintient sa position. Nous continuerons donc à être représentés comme il est traditionnel à sa cérémonie du 19 mars, comme nous l'avons été cette année par le Président Louis Cortot.

Et nous penserons autour de cette pauvre querelle à une parole... du Général Massu. En effet, peu avant sa mort, Massu, exprimant des regrets, a considéré qu'il aurait été possible d'éviter à la France 17 ans de guerre, en Indochine et en Algérie... Réflexion tardive mais que tout le monde ne fait malheureusement pas encore sienne.

UNE STELE " EN L'HONNEUR " DES ASSASSINS O.A.S. !

Une association des " Anciens déte-nus politiques de l'Algérie française " a demandé au maire de Marignane, dont on connaît l'appartenance au parti de Le Pen, l'attribution d'une parcelle du cimetière en vue d'y édifier un monument à la mémoire des anciens de l'O.A.S. fusillés ! Il l'a obtenue...

Il en existe déjà une à Perpignan, portant 4 noms :

- Bastien-Thiry, fusillé pour avoir tenté d'assassiner le Général de Gaulle au Petit Clamart, le 22 août 1962,
- Degueudre, chef des commandos Delta,
- Dovecar et Piegas, assassins du commissaire Gavouy.

Celle de Marignane devrait être inaugurée le 6 juillet 2005 (anniversaire de l'exécution de Degueudre).

Le promoteur, nommé Jean-François Collin, a osé déclarer : " Nous étions tous des résistants ". Une telle profanation du mot " résistant " ne peut que révolter tous ceux qui ont combattu contre l'occupation nazie et ses complices du régime de Pétain pour redonner à la France sa liberté !

Wladyslas Marek, président de la F.N.A.C.A. a déclaré que " ce projet revient à mettre à l'honneur des déserteurs... C'est " une insulte à la mémoire du Général de Gaulle... Il est honteux de réhabiliter ainsi des assassins ".

Mais la loi est-elle vraiment impuissante contre une telle provocation ?

DES PROFANATEURS DU STRUTHOF DECOUVERTS A GRENOBLE !

Alors que venait, à Grenoble, de prendre fin le Congrès de l'A.N.A.C.R., un labo photo commercial, développant les pellicules d'un client, y découvrit des images particulièrement choquantes.

Des obscénités, d'abord, ce qui n'est pas rare, certains " médias " donnant quotidiennement l'exemple. Mais là, les scènes abjectes se déroulaient... sur des tombes : trois jeunes hommes saluant à l'hitlérienne le mausolée du Struthof, édifié à la mémoire des 12000 déportés exterminés en ce camp - le seul de son genre en France. Par terre, les trois individus avaient posé une pancarte : " chambre à gaz ".

Informées, la Sûreté de Grenoble et la P.J. de Lyon attendirent, au magasin, le 12 novembre, les clients en cause, venant prendre livraison de leur commande. Deux vinrent et furent évidemment appréhendés, ainsi que, dans les heures qui suivirent, trois de leurs compères figurant sur les clichés. Le plus jeune a 25 ans, le plus âgé 30. Parmi eux, un militaire !

Les cinq, après les perquisitions fructueuses à leurs domiciles, ont déclaré sans gêne être " de grands admirateurs d'Hitler et de sa politique économique ".

Le procureur Merle Jugea " consternant " leur refus de manifester aucun regret. Placés sous contrôle judiciaire, ils sont mis en examen pour " violation simple de sépultures édifiées à la mémoire de défunts et violation aggravée de monuments funéraires par référence à l'éthnie, à la nation, la race ou la religion des défunts ".

Ces faits sont passibles de trois ans de prison et la police cherche si ces cinq néonazis ont à leur actif d'autres profanations et sont en liaison avec d'autres groupes du même genre. Rien de plus normal, mais ils sont encore libres. " Sous contrôle judiciaire " (pas 24 heures par jour).

LA VIE DE L'ASSOCIATION

DORDOGNE

Le Comité de Périgueux de l'A.N.A.C.R. a tenu le 29 janvier son assemblée générale en présence de plusieurs personnalités : MM. Schmittlin, directeur de l'ONAC, le colonel Yves du Cauze de Nazelle, délégué militaire, Lacueille, conseiller municipal de Périgueux, représentant M. Daudou, maire, présent dans la seconde partie de la réunion, Rabot, Président du Souvenir français, Soudeix, Président de la FNACA, Rajaud de l'Association des Fils de tués, Henri Brive et René Chouet, pour la FNDIRP, Marcel Anaud, des Français libres. Avaient pris place à la tribune : Jacques Meredieu (" Ami "), secrétaire du Comité local, Yves Bancon, secrétaire général départemental, Jean-Paul Seret Mangold qui présidait les travaux et Jean-Paul Bedoin, président départemental des Ami(e)s de la Résistance ; Roger Ranoux, président départemental de l'ANACR, en convalescence, s'était excusé.

Après le rapport d'activité, présenté par Jacques Meredieu, et le rapport financier, présenté par la trésorière Pierrette Gautier, qui reçut quitus des commissaires aux comptes, Jean-Paul Bedoin, co-président de l'association, donna des informations sur les effectifs et sur le projet en cours de Centre de documentation prévu à Rouffignac.

Secrétaire départemental, Yves Bancon évoqua le 60^{ème} anniversaire de la capitulation de l'Allemagne nazie et la libération des Camps de concentration, puis lança un appel à la vigilance face aux menées des nostalgiques du fascisme et de la collaboration.

Après les interventions des représentants de la FNACA, des Fils de Tués et du Souvenir français, M. Schmittlin, donna des précisions sur des dossiers concernant le monde Anciens Combattants et Victimes de Guerre.

Puis, à l'initiative du Comité de Périgueux, un étudiant, Charly Granger, lauréat du Concours de la Résistance et de la Déportation, témoigna pour les jeunes générations, affirmant la nécessité du devoir de mémoire en insistant sur la lutte contre les résurgences de l'antisémitisme.

Après l'élection du nouveau bureau, un vin d'honneur et le repas fraternel traditionnel prolongèrent l'Assemblée.

COTES D'ARMOR

Il y a 60 ans, le 5 août 1944, un officier allemand de l'état-major du Général Sprung commandant la 266^{ème} Division d'Infanterie de la Wehrmacht, assassinait froidement à Bégard le jeune Louis Stéphan, âgé de 15 ans.

Pour rendre hommage à "P'tit Louis", ainsi que tous l'appelaient, une cérémonie s'est déroulée à "Krec'h'Ker", rue de la Gare, devant la stèle érigée sur les lieux de la tragédie.

En présence d'une quinzaine de porte-drapeaux, des représentants des associations d'anciens combattants et de jeunes scolaires, Pierre Martin, Président départemental des Ami(e)s de la Résistance (A.N.A.C.R.), a rappelé le souvenir du jeune martyr dont, alors tout jeune, il fut l'ami. "On se demande d'où venait l'ordre d'exécuter froidement un gamin de 15 ans en ce 5 août 1944 ?" s'interrogea-t-il avec émotion et indignation.

Participèrent à cette cérémonie Thomas Hillion, président départemental de l'A.N.A.C.R. des Côtes-d'Armor, Pierre Le Berre, Président de l'A.N.A.C.R. du Trégor, Jean Kerambun, ancien déporté, porte-drapeau de la F.N.D.I.R.P., toujours solide malgré ses 92 ans, Christiane Tardif et Jacques Varin, de la Direction nationale des Ami(e)s de la Résistance (A.N.A.C.R.).

Le même jour avait lieu à "Kergoua" en Saint-Laurent, une autre cérémonie en souvenir des six patriotes assassinés par la soldatesque nazie en cet endroit le 6 août 1944 et auxquels Yves Chesnot, maire de Saint-Laurent, et Pierre Martin ont rendu un émouvant hommage.

MORBIHAN

Le comité local ANACR et les "Amis de la Résistance (ANACR) du pays de Vannes, présidé par Marcel Bessoneau et animé par Marie-Louise Kergourlay, secrétaire, a tenu son assemblée générale à la caserne de gendarmerie mobile de Vannes le 17 mars dernier. Après l'hommage rendu aux disparus en 2004, le président Marcel Bessoneau salua la présence de Marcel Raoult, nouveau président départemental de l'ANACR, et de Robert David, président départemental des "Amis de la Résistance (ANACR)".

Le président Bessoneau présenta le rapport d'activité pour l'année écoulée, évoquant notamment la présence aux cérémonies patriotiques et du souvenir organisées au chef-lieu du département, ainsi qu'à celles organisées par l'ANACR dans le reste du département. L'effectif du comité est stable malgré les difficultés de déplacements de certains membres et la trésorerie est saine.

Marcel Raoult salua l'assemblée à laquelle il participait pour la première fois et évoqua le bilan positif de la participation du Morbihan au congrès national de Grenoble. Il appela les résistants présents à renforcer l'organisation des "Amis de la Résistance" pour faire face à certaines difficultés de fonctionnement de l'ANACR.

Robert David tira également les grandes lignes relatives aux "Ami(e)s de la Résistance au congrès national et, après avoir rappelé la nécessité de poursuivre l'action de la Résistance et des résistants et le "besoin de mémoire", appela au développement du recrutement de nouveaux "Amis" et au renforcement de leurs structures. Soulignant que les "Amis de la Résistance" avaient pour mission la défense des valeurs de la Résistance, il les appela à combattre les dangers du fascisme, du révisionnisme, les menaces pour la liberté et la paix, les falsificateurs des valeurs de la Résistance et de l'Histoire, en agissant dans un esprit pluraliste, en étant des combattants de la mémoire, des "passeurs" de mémoire.

HAUTE-SAVOIE

Dimanche 9 Janvier s'est tenue la réunion de remise des cartes aux membres du Comité de Bonneville, qui compte 28 membres de l'ANACR et 20 "Amis de la Résistance". On notait la présence de Mme Geneviève Fellouse, présidente d'honneur du comité, ainsi que celle de René Vittet, président du comité de Cluses. Une minute de silence fut demandée par le président Roland Boissier à la mémoire des camarades disparus en 2004, en associant à cet hommage les victimes de la catastrophe d'Asie du Sud.

L'ANACR Saint-Jeoire et Vallée du Risse a tenu son assemblée générale le 16 Janvier dernier. Le président local de l'ANACR, Marcel Roy, et le responsable des "Amis", Francis Chavigny, ont insisté sur la nécessité de faire prendre conscience du rôle de la Résistance aux jeunes, car c'est grâce à eux que l'on n'oubliera pas les combats du passé.

L'assemblée générale du comité de Passy s'est tenue le dimanche 23 janvier, en présence de Robert Lacroix, président départemental. Contraint de démissionner pour des raisons de santé, Albert Ala assura cependant la présidence de la réunion et proposa pour le remplacer à la présidence du comité local Gilbert Perrin, "Ami de la Résistance"; ce qui fut accepté par l'assistance. Le secrétaire du comité, Sylvie Brianceau, présenta le rapport moral et d'activités qui mit en évidence la participation des adhérents aux cérémonies commémoratives, ainsi qu'au congrès départemental de Cluses en Avril 2004 et au Congrès national à Grenoble. La nécessité du travail de mémoire fut soulignée : 2 élèves du lycée du Mont-Blanc - dont Sylvie Brianceau est le professeur - ont obtenu au Concours national de la Résistance et de la Déportation le premier prix du Conseil Régional en réalisant une cassette vidéo : "Croix de Lorraine contre croix gammée".

INDRE-ET-LOIRE

L'Assemblée générale de l'ANACR d'Indre-et-Loire s'est tenue le 17 décembre 2004 à Saint-Pierre-des-Corps.

Le Secrétaire départemental, Jean Soury, après avoir accueilli Robert Lachaise, adjoint de Mme Marie-France Beaufils, sénatrice-maire, souligna que celle-ci, retenue au Sénat, est "Amie de la Résistance" et la participation de Saint-Pierre-des-Corps au "devoir de mémoire" propre à l'ANACR. Il aborda ensuite les problèmes de l'ANACR 37, qui n'a pu tenir son Congrès départemental bisannuel, évoquant les difficultés nées du vieillissement des camarades et de la disparition des animateurs.

Après avoir évoqué les diverses commémorations de 2004 et rappelé le succès exceptionnel du Congrès national de Grenoble, Jean Soury souligna que la forte médiatisation des commémorations a réactivé l'intérêt pour l'histoire de la Seconde guerre mondiale. Néanmoins, devait-il ajouter, soixante ans après, le problème de la reconnaissance du rôle de la Résistance demeure ; d'où la nécessité d'expliquer sans relâche ce qu'elle fut. Dans ce combat, l'A.N.A.C.R. et ses "Amis" se montrent les plus conséquents.

Au cours des manifestations commémoratives départementales de l'année 2004 - fit remarquer Jean Soury, aucun intervenant politique n'a fait référence au programme du C.N.R. Ce qui justifie, une fois de plus, la demande de l'ANACR que le 27 mai devienne "Journée Nationale de la Résistance" : "Fleurir les tombes ne suffit pas, il faut faire parler les pierres", affirma-t-il avec conviction. L'occultation ou relativisation de l'action de la Résistance est palpable à travers les C.D ROM qui fleurissent dans bon nombre de départements.

Prirent notamment part ensuite à la discussion Jean Mauguet, Robert Ducol, Claude Goutanier, Georges Van Ganpele, Jean-Maurice Pialeport, Serge Dupont. Robert Lachaise appela à une meilleure connaissance de la 2^e Guerre mondiale et de la Résistance. Fut souligné l'enjeu de la sauvegarde des acquis sociaux issus du programme du C.N.R.,

Enfin, Jean Soury dit son espoir que la prochaine commémoration du 60^{ème} anniversaire de la victoire du 8 mai crée une dynamique permettant de remobiliser les adhérents de l'A.N.A.C.R. et des "Ami(e)s de la Résistance (ANACR)".

TARN

Ayant tenu le 14 mars 2004 son Assemblée générale et élu la nouvelle direction départementale (Président : Jean Coutouly, vice-Présid. : Yves Bénazech, secrét. : Robert Nespoulous et secrét.-adj. : Pierre Gaulène), le comité ANACR du Tarn a déployé en cette année de 60^{ème} anniversaire de la Libération une intense activité liée aux commémorations qui se sont déroulées tout au long de l'année 2004.

Ainsi une délégation participa le 21 mars à l'anniversaire du maquis d'Ornano, une autre à la cérémonie organisée le 27 mars suivant à la stèle Boulloc-Torcatis à Carmaux. Le 8 mai, l'ANACR fut aussi représentée aux cérémonies anniversaires de la Victoire, par Robert Nespoulous, Yves Bénazech et Lucien Husson à Albi, par Jean Régis - qui prit la parole - et Pierre Pons à la stèle du cimetière des Plaines à Blaye pour la région carmausienne. L'ANACR fut aussi présente le 15 mai à la cérémonie au camp d'internement de Rivel, le 13 juillet lors de la cérémonie anniversaire de la grève des mineurs du 13 juillet 1944, le 8 août à celle de commémoration de la bataille du 6 août 1944 à Jouqueviel et à celles de la Libération de Carmaux (16 août) et d'Albi (19 août).

L'ANACR du Tarn s'est aussi investie dans l'organisation du Concours de la Résistance et de la Déportation, dans des expositions sur la Libération du Tarn (août-septembre), sur les étrangers dans la Résistance (6 au 10 décembre à Albi).

VAR

Le comité ANACR du Bessillon a tenu son assemblée Générale le 6 février 2005 à Barjols, en présence de M. Vigier, maire, de plusieurs élus, dont M. Partage, maire de Varages, Le Dr. Paul Raybaud, vice-président, représentait la direction ANACR du Var, et était présent Charles Pelégrino, président de l'ANACR des Alpes-de-Haute-Provence.

Placée sous la présidence de Francis Claret, la séance fut ouverte par les paroles de bienvenue de M. Vigier. Max Dauphin, vice-président du comité, après avoir excusé l'absence du président Salvetti éloigné par la maladie, présenta le rapport moral faisant état d'une année bien remplie (74 sorties, dont 17 rencontres avec au total 2500 élèves environ dans les lycées et les collèges et 12 expositions dans les lycées, collèges et communes...). "Notre présence est une grande satisfaction. Il faut voir le comportement des jeunes, l'intérêt qu'ils portent à cette période faite de sang et de larmes, leurs réactions par les questions posées". Max Dauphin remercia les Conseil régional et général pour leur aide à la réalisation du monument commémorant le drame du Bessillon et inauguré pour le 60^{ème} anniversaire. Son rapport et celui de Sabine Dauphin, trésorière, furent adoptés à l'unanimité.

Après qu'Eliane Claret a fait le compte-rendu du Congrès National, le Dr. Raybaud félicita le Comité du Bessillon et souligna l'importance de la commémoration du 8 mai 1945 et la nécessité de faire appel aux "Amis".

Successivement MM. Charles Pelégrino, Max Constant (Salernes), Antoine Payet (Lorgues), Rosner (adjoint au maire de Bras), Jacqueline Formenti (FNDIRP) s'adressèrent à l'Assemblée, qui entendit ensuite M. Vigier, lequel assura de l'aide de la municipalité de Barjols ; M. Partage intervenant dans le même sens pour Varages ; tous deux exprimant le souci de s'adresser à la jeunesse.

SAVOIE

Plus de 130 Résistants et "Amis" ont participé à l'Assemblée générale de l'ANACR et des "Amis de la Résistance" le samedi 9 avril 2005 à la Rochette, en présence de nombreuses personnalités, dont plusieurs maires, conseillers régionaux et généraux.

Après les allocutions de bienvenue du maire de la ville et de Joseph Moriaz, président de l'ANACR, Marcel Rochoix présenta le rapport moral. Rappelant les deux rassemblements annuels de Saint-Georges d'Hurtières et de Terre-Noire, avec plus de 1000 personnes, il invita à participer le 27 mai prochain à l'hommage rendu à Jean Moulin devant la sous-préfecture d'Albertville où il fut préfet en 1927. Puis il informa l'Assemblée, qu'avec l'appui de 101 communes ayant délibéré pour que le 27 mai devienne "Journée Nationale de la Résistance", le Conseil général de la Savoie a adopté à son tour un vœu favorable en ce sens.

Au nom des "Ami(e)s de la Résistance", Camille Labrude exprima leur engagement pour faire connaître la lutte menée par les Résistants et proposa l'organisation à Moutiers d'un rassemblement régional des "Amis". Gérard Simon présenta ensuite un rapport sur le Concours de la Résistance montrant une participation encourageante ; puis le trésorier, Paul Linossier, lut le rapport financier.

M. Berthault, Directeur départemental de l'ONAC, interrogé sur l'avenir du ministère des A.C.V.G. s'est voulu rassurant, tout au moins jusqu'à l'horizon 2007.

Enfin, représentant le Bureau National, Martine Peters rappela que, le 27 mai 1943, les forces de la Résistance jusque-là dispersées se sont unifiées sous la conduite emblématique de Jean Moulin. Une "Journée Nationale de la Résistance" le 27 mai permettrait d'ancrer dans nos mémoires les combats héroïques de la Résistance.

PYRENEES-ATLANTIQUES

L'ANACR des Pyrénées-Atlantiques a tenu son Assemblée générale à Puyoo, le 27 octobre dernier. Les travaux furent ouverts par le secrétaire départemental, André Cuyeu, qui appela à la tribune MM. Jean-François Vergez, directeur départemental de l'ONAC, René Rouy, président national du Corps Franc Pommiers, Jean Cascau, président du Comité du mémorial de Buziet, Pierre Harguindéguy, président de "Ensemble Pour La Paix", Pierre Val et Roger Cabou-Baradat, présidents des comités FNACA de Billère et d'Orthez. Jacques Varin représentait la direction nationale de l'ANACR, André Curculosse et Maximilienne Frassati les "Ami(e)s" des Landes.

Après la minute de silence à la mémoire des disparus, André Cuyeu présente le rapport moral et d'orientation. Faisant part de son inquiétude devant les conséquences du temps qui s'écoule, il appela à assurer la pérennité de l'ANACR dans le département où, depuis 1967, existe un comité ANACR, seul habilité à être partenaire au niveau départemental des organismes officiels. Par ailleurs, la structure du département a nécessité la mise en place au sein du Comité départemental - et coordonnés par lui - d'un comité Pau-Soule-Béarn et d'un Comité B.A.B.-Côte Basque.

Evocant l'éventualité de création d'un comité départemental des "Ami(e)s de la Résistance (ANACR)", ouvert à des structures amies gardant leur personnalité, André Cuyeu réaffirma que c'est en conjuguant les efforts des Résistants et ceux de la génération des "Ami(e)s" qu'il sera possible de "faire vivre cette glorieuse page de notre Histoire de France qui demeure la pierre angulaire de la démocratie et des valeurs républicaines, en n'oubliant jamais que nous sommes les héritiers de tous les résistants et de tous les déportés."

Rejoignant - ainsi que M. Bernard Molères, conseiller général du canton d'Orthez et "Ami de la Résistance" - l'Assemblée, M. David Habib, député-maire de Mournex et lui aussi membre des "Amis de la Résistance (ANACR)", appela à résister aux dérivés négationnistes. Président des "Ami(e)s de la Résistance" des Landes, André Curculosse fit part des actions engagées dans son département, René Labourdette manifesta le souci de voir Résistants et "Amis" rassemblés au sein de l'ANACR à égalité de droits, Christian Raballand insista sur le rôle des enseignants dans la transmission de la mémoire.

Au nom de la Direction nationale, Jacques Varin rappela, non dans un souci d'imposer un cadre rigide mais de favoriser la mise en place de mécanismes démocratiques permettant de rassembler Résistants et "Amis de la Résistance" dans un combat commun pour les valeurs de la Résistance, les règles qui insèrent l'ANACR dans le monde Combattant (ONAC, Commission de la Carte, UFAC...), les statuts de l'ANACR et les évolutions en cours ayant notamment conduit à la création de groupes d'"Amis" puis, en 2003, à celle de l'Association nationale des "Ami(e)s".

Puis fut élu à l'unanimité le comité directeur départemental, issu quasiment à parité des comités Pau-Soule-Béarn et B.A.B.-Côte Basque, dont les présidents, respectivement André Zanardi et Georges Baby, furent élus co-Présidents, André Cuyeu, auquel tous rendirent hommage pour son dévouement, étant élu Président-délégué. L'Assemblée décida de proposer à la réélection au Conseil National Frédéric Denizot (élu au comité d'honneur départemental) et André Cuyeu.

M. Jean-François Vergez, directeur de l'ODAC, après avoir rendu hommage au travail de mémoire réalisé par André Cuyeu et Georges Baby, rappela que l'ONAC participe au témoignage sur la Résistance par des actions vers les scolaires et qu'avec le soutien de la Région, du Département et de la Communauté des Communes de Navarrenx, il travaille à l'édition d'une Histoire du Camp de Gurs,

ISERE

Le 3 décembre 2004, la Municipalité de la ville de Saint-Martin-d'Hères, l'ANACR et la FNDIRP ont reçu à la Mairie les élèves lauréats du Concours 2004 de la Résistance et de la Déportation, élèves alors scolarisés dans trois collèges - les collèges Fernand-Léger, Edouard-Vaillant et Henri-Wallon - ainsi qu'au Lycée Pablo-Neruda.

Le Maire, René Proby, ainsi que les présidents des deux associations d'anciens Résistants et Déportés remercièrent les professeurs pour s'être associés à l'organisation du Concours et félicitèrent les élèves de leurs travaux, en soulignant le sens de leur participation : connaissance du passé et vigilance pour le présent et l'avenir. Les lauréats reçurent ensuite livres et souvenirs.

Des rafraîchissements offerts par la Municipalité réunirent tous les participants à cette sympathique réunion.

LANDES

L'ANACR des Landes poursuit la publication de sa "Revue de la Résistance" en consacrant son prochain numéro à l'année 1945.

La paix enfin reconquise, la victoire rassemblant des foules immenses sur tous les continents, l'espérance en un monde plus juste : moments d'histoire aux couleurs d'avenir...

L'évocation de la libération des camps de la mort s'accompagne d'une volonté de rendre compréhensible la transformation de l'Allemagne, pays hautement civilisé, en "fabrique" de criminels de guerre. Le procès de Nuremberg qui condamna les responsables nazis coupables de génocide et de crimes contre l'humanité, la constitution de l'ONU, les problèmes de l'"épuration" sont au sommaire.

Ce numéro - 196 pages, 12 € (plus 3,55 € de port) - peut être obtenu auprès de Jean Ooghe, avenue d'Espérance, 40140 Soustons. Tél : 05 58 41 12 79.

NORD

Du 28 août au 6 septembre 2004, Berlaimont et son canton ont - avec exposition, orchestre de Jazz, défilé de jeeps, cérémonie - fêté leur libération intervenue le 2 septembre 1944 grâce à l'arrivée d'une colonne de la 3^{ème} Division blindée américaine mais qui fut assombrée par la mort due au clocher de l'église d'un jeune tué par un tir allemand.

Durant ces festivités, Marcel Bavay, sous-lieutenant FFI qui fut l'un des principaux animateurs de la Résistance dans le canton et est aujourd'hui celui du comité cantonal de l'ANACR, particulièrement actif, se vit remettre par le maire, M. Georges Kuntzberger, la Croix de C.V.R. qui lui a été enfin décernée.

En cette année de 60^{ème} anniversaire de la Victoire sur le nazisme, la préoccupation du Comité de l'ANACR est que ne soit pas oublié le rôle de la Résistance dans la victoire sur le nazisme.

NOS DEUILS • NOS DEUILS • NOS DEUILS

Chaque mois, les comités de l'ANACR ont à déplorer le décès de vaillants camarades qui se distinguèrent dans les combats de la Résistance et de la Libération.

La Direction nationale de l'association et son journal adressent aux familles et amis des disparus, leurs condoléances et l'expression de leur fraternelle affection.

Gaston LANGLOIS, Maxime BONNET (Indre)
Disparu à l'âge de 87 ans, Gaston Langlois fut une figure marquante de la Résistance dans le département. Dès 1942, il établit le contact avec les premiers résistants responsables de l'Indre et est chargé de l'organisation clandestine dans le sud-est du département, laquelle sera intégrée en 1943 aux M.U.R. (Mouvements Unis de la Résistance), A.S. (Armée Secrète). En 1943, dans le secteur I.40, Langlois, alias "l'encrier" est nommé responsable des services C.O.P.A. (Coordination Opérations Parachutage et Atterrissage) et N.A.P. (Noyautage des Administrations Publiques). Dès 1944, Lenoir est mis à la disposition du S.O.E. (Special Operations Executive). Il réceptionne les missions Jedburgh puis Hamisch. Après la formation du groupe Indre-Est qui regroupe les éléments de l'A.S., Lenoir est affecté à l'état-major des troupes mobiles et combattantes où il s'implique courageusement en particulier dans les opérations de parachutage. Il était détenteur de la Médaille de la Résistance et officier dans l'Ordre National du Mérite. Institutier à Issoudun, Indre, Maxime Bonnet est appelé en 1942 aux Chantiers de Jeunesse. En 1943, il refuse le S.T.O., devient clandestin et prend contact avec la Résistance. Après la formation des maquis dans le nord du département, Maxime prend le pseudonyme de "Michel" et, à 22 ans, commande la compagnie F.T.P. n°2223, attachée au bataillon du Cdt Alex (Siméon Briant) à Dun-le-Poëlle. Cette compagnie était en partie composée d'éléments étrangers : espagnols, italiens, hongrois, roumains, polonais, soviétiques ainsi que de 6 soldats allemands fait prisonniers. En août 1944, il participe au combat de Frédele au cours duquel 7 morts sont à déplorer dans nos rangs. A la Libération, Maxime suit un stage à l'école des cadres de Limoges puis est affecté pour la durée de la guerre au 134^{ème} régiment d'infanterie "Oradour".

L'ANACR de l'Indre déplore aussi la disparition de Germain FREDON, Jean LUMET, Jean ROUSSELET, Julien CARRIOT, René RIGAUULT, Jean LAGISQUET, Yvonne CHABENAT, Louis LORILLON, Eugène PERROT.

Georges CARLIER (Seine-Saint-Denis)

Né 1923 à Aubervilliers métallurgiste, Georges Carlier évoquait souvent sa rencontre avec le Général de Gaulle dans le Vercors, ou encore la libération de Stains avec des images fortes : les grilles et les murs de la mairie criblés de balles et cette religieuse qui lui sauva la vie en l'extrayant des ruines allemandes. Georges Carlier était notamment titulaire de la Croix de Guerre, médaillé de la Résistance, médaille d'or des porte-drapeaux.

Emeric EPSTEIN (Haute-Garonne)

Né en 1914 en Transylvanie, Emeric Epstein arrive en France à 17 ans et demi pour y faire des études de médecine. Evacué avec son hôpital en mai 1940, il se retrouve à Toulouse. Interné comme étranger à Clairfont puis au Récébédou, il y est, en tant que médecin, prévenu des départs de convois, ce qui lui permet de faciliter ainsi l'évasion de détenus. Après avoir eu la surprise d'être libéré par une intervention de l'Ambassade de Hongrie, il est contacté par des résistants et s'engage dans des actions de solidarité avec les anciens Brigadistes d'Espagne internés au Vernet (Ariège). Il entre dans la Résistance à temps plein parmi les FTP-MOI au groupe hongrois, dont les membres parlant couramment l'allemand sans accent, sont chargés du "Travail allemand" en direction des soldats allemands pour les inciter à désertir. Chargé de prendre en charge les déserteurs (surtout autrichiens et croates), il les conduit au maquis. En 1944, en contact avec Jean-Pierre Verant, dirigeant des FFI de la Haute-Garonne, il soigne des blessés. A la Libération, il fait son "service militaire" à Montauban comme médecin-lieutenant, ayant en charge des prisonniers allemands, dont certains s'avèrent être des déserteurs de 14 à 16 ans enrôlés de force. A la fin de la guerre, il apprendra que sa famille et ses amis ont péri à Auschwitz. Après avoir dû repasser une partie de ses examens, malgré les promesses faites aux résistants étrangers intégrés dans l'armée régulière, il sera naturalisé en 1947.

Paul Hoche BRIGANDET (Puy-de-Dôme)

En conduisant le 3 mars 1943, avec la complicité de M. Petit, percepteur à Noiretable, 5 jeunes réfractaires au STO au rocher du Ché Gronlé (commune de la Vallée), Paul Hoche Brigandet fut à l'origine d'un des tout premiers maquis du secteur. Ce camp, sur les hauteurs de Noiretable, dans la région de la Chambonie, grossi d'autres réfractaires envoyés par Alice Artet, grande dame de la Résistance, devint sous les ordres de Paul Hoche Brigandet un maquis armé affilié aux MUR et placé sous le commandement régional du chef des FFI d'Auvergne, le colonel Gaspard. Le 17 janvier 1944, Paul Hoche Brigandet et ses hommes, aidés par ceux du maquis FTP "Vaillant-Couturier", sabotèrent la voie ferrée entre Saint-Julien la Vêtre et Saint-Thurin. En mars 1944, il participera aux combats de Mont Mouchet. Engagé ensuite au 103^{ème} bataillon FTPF du camp Guy Moquet, il prend une part active au combat du Brugeron et à la libération de Thiers (25-26 août 1944). Il était chevalier de la légion d'Honneur au titre de la Résistance, titulaire de la Croix de Guerre et de la Médaille de la Résistance. Le Comité ANACR du Puy-de-Dôme a été aussi affecté par la disparition d'André LEVIGNE (81 ans), ancien du 104^{ème} Bat. FTPF et titulaire de la Croix du Combattant, de Georges AZAM (82 ans), titulaire de la Croix de Guerre (étoile de bronze) et de la Croix de Guerre (étoile de vermeil), et ancien adjoint au maire de Clermont, de Lucien MARTIN, titulaire de la Médaille de la Résistance et de la Croix du Combattant, du docteur Roger BESSIERE, C.V.R., de Georges MAREUGES, d'Emile BARBAT.

Robert GALLUCHOT (Saône-et-Loire)

Né en 1919, Robert Galluchot est mobilisé à Dijon en 1939 dans l'artillerie à la 202^{ème} batterie et sera démobilisé le 27 août 1940. Alors qu'il travaille à la manufacture métallurgique de Tournus, il est désigné le 19 octobre 1942 pour aller travailler en Allemagne au titre de la relève. Il refuse de partir et déclenche un mouvement de grève à l'usine. Licencié et recherché, il entre en clandestinité. Après avoir échappé à l'arrestation en janvier 1944, il entre en contact avec Henri Vitrier et participe à la récupération de plusieurs parachutages, à des actions de sabotage des cars de la Régie de Saône-et-Loire servant au transport des troupes ennemies. En juin 1944, il est responsable de l'armement auprès de Louis Ducher à l'Echelette. Nommé adjoint-chef, il assure l'entretien du matériel. Le 4 septembre 1944, il assure le ravitaillement en armes des défenseurs de Tournus. Il était titulaire notamment des Croix du Combattant 39-45, de CVR, de Combattant Volontaire 39-45 avec barrette, de la Croix de Guerre avec étoile d'argent.

Marcel MARCHAND (Yvelines)

Marcel Marchand n'a que 17 ans lorsqu'il entre en Résistance en 1942 (groupe F.T.P.F. du Vimeux). Il participe à de nombreuses opérations périlleuses entre Abbeville et Le Tréport. Deux fois arrêté, torturé, évadé de la prison d'Abbeville le 23 juin 1944, il reprend sa place au combat. Il s'engagera dans les Forces Françaises Combattantes jusqu'à la fin des hostilités.

L'ANACR des Yvelines déplore aussi la disparition d'André FRINOT, membre de son Comité directeur départemental et ancien de Libération-Nord.

Edouard SANCHEZ (Savoie)

Présent au Maroc en 1942, Edouard Sanchez va rejoindre la France. En avril 1943, il rejoint la Résistance à Uriage. Au sein du Corps franc de la Cie FTP 92/13, il participe à de multiples actions de sabotage contre des usines de la région ainsi qu'à des coups de main contre l'occupant. En juin 1944, il fait partie du groupe de partisans qui attaque la Kommandantur de Beaufort-sur-Doron : 13 Allemands sont capturés. Par la suite, le bouclier de l'occupant sera brisé par le massacre de 31 résistants. Edouard participera aussi à la bataille du Roc Noir (2800m), en Maurienne, pour en déloger les Allemands durant l'hiver 1944-1945. Il était titulaire de plusieurs citations et décorations.

Alexandre BRIAND (Ille-et-Vilaine)

Alexandre Briand, récemment décédé à 80 ans, fut arrêté avec son père à Nantes le 23 octobre 1942 pour activité contre l'occupant et jugé avec lui par la Cour spéciale à Rennes. Internés tous deux dans les prisons de Rennes, Vitré, Laval, Le Mans, Angers, Baugé et Compiègne, ils furent déportés début 1944 à Buchenwald, d'où seul Alexandre revint, libéré en avril 1945. Il était Chevalier de la Légion d'Honneur, titulaire de la Médaille Militaire et de la Croix de Guerre avec Palmes.

Juan ESCUER-GOMIS (Guérilleros)

Décédé près de Barcelone, Juan-Escuer-Gomis, militant du PSUC (communistes catalans), avait été capitaine dans la 226^{ème} Brigade mixte de l'Armée républicaine. Arrivé en France en février 1939, il fut interné dans les camps du Roussillon. Affecté à la 218^{ème} Compagnie de Travailleurs Etrangers (CTE), il fut transféré début 1941 à Saint-Nazaire pour travailler dans la base sous-marine allemande. Dès son arrivée, il rejoint l'organisation clandestine espagnole de Loire-Inférieure et participe à de nombreuses actions de Résistance (coupures de câbles téléphoniques à Saint-Nazaire en avril 1941, déboulonnages de rails à Pornichet en juin 1941, sabotages de machines de précision dans la base sous-marine, etc.). Capitaine FTP, il est arrêté le 4 juillet 1942 dans le cadre de la première grande rafle des RG concernant la Résistance espagnole. Emprisonné à la Santé avant d'être jugé par la Section Spéciale de Paris en décembre 1943, il sera déporté à Dachau (convoi du 20 juin 1944 - matricule 74.181).

Raymond PETIT (Nièvre)

Disparu à l'âge de 82 ans, Raymond Petit - "Capitaine Camille" dans la clandestinité au sein des FTP - participa au sabotage de l'émetteur de Radio-Paris à Allouais (Cher) puis fut chargé au printemps 1943 de constituer un maquis dans la région de Nevers après l'annéantissement du premier maquis de la Nièvre par la Police spéciale de Vichy. En octobre 1943, il est envoyé dans le Loir-et-Cher où il va être arrêté avec plusieurs camarades à la suite d'une dénonciation. Incarcéré à la prison de Blois, il s'en évade le 20 décembre suivant. De retour dans le Cher et la région de Vierzon, il est chargé du recrutement pour les maquis. En août '44 il est à la tête d'un important maquis à Ménestral-sur-Saône. La semaine suivante, le 31 août 1944 une bataille contre un important détachement. La libération de Vierzon acquise, Raymond Petit contracte un engagement pour la durée de la Guerre et est intégré avec sa compagnie au Groupement Bertrand envoyé sur le front de Lorient. Après un stage à l'école des officiers de Condé-sur-Escaut, il refuse de rejoindre le Corps expéditionnaire français en Indochine et quitte l'armée. Il était Chevalier de la Légion d'Honneur, Croix de Guerre 39-45 avec étoile d'argent, Croix de CVR, et médaillé des Evadés.

Sam KADYSS (Alpes-Maritimes)

Interné dans la Région parisienne, évadé, Sam Kadyss rejoint la zone Sud. Principal acteur de la Résistance cannoise, il fait partie du réseau de Francis Tonner et de Léon Noël. Spécialiste en explosifs, il fait sauter le 5 juin 1944 le transformateur des Acieries du Nord à La Bocca, dont le compresseur est mis hors d'usage quelques jours plus tard, il participe aussi à des accrochages avec les Allemands. Après la guerre, il est décoré de la Médaille de la Résistance par le général Koegon.

Raymond PLANCHERON, Roger GIROUD (Ain)

Né en 1925, Raymond Plancheron participa à la formation dès juin 1943 d'une dizaine des FUJP avec son frère Jean. Sa mère et sa sœur de 20 ans, arrêtées son jeune frère de 17 ans le 24 mai 1944, seront déportées à Ravensbrück d'où elles reviendront, son frère ayant été lui fusillé le 10 juin 1944 à Lysieux (69). Il était titulaire des Croix du Combattant et de CVR.

Roger Giroud, disparu à l'âge de 85 ans, fut chef de trentaine aux FUJP et participa notamment à la bataille de la Valbonne. Il était titulaire des Croix du Combattant et de CVR.

SETIF : UN AUTRE 8 MAI ENFIN RECONNU

Le 7 mai 1945, dans une bourgade située à la frontière germano-autrichienne, plusieurs officiers d'un régiment "métropolitain" de la 2^{ème} D.I.M., se réjouissaient de la nouvelle parvenue du P.C. de l'Armée. Le commandant en chef allait partir dans un avion allié pour Berlin, où avec les autres "patrons" des armées alliées, il recevrait la capitulation sans condition du III^{ème} Reich et de ses armées.

A ce moment, passa près de leur groupe un détachement de soldats maghrébins, que leurs camarades français considéraient vraiment en frères de combat.

Le détachement passé, un brillant capitaine pied-noir, volontaire depuis la Libération de l'Afrique du Nord, dit aux autres camarades de son groupe : "Je ne pense pas que des hommes comme cela, qui ont fait la Tunisie, l'Italie, la Provence, la France, l'Allemagne, l'Autriche, se laisseront encore, en rentrant chez eux, commander à coups de pied au c... par des gens qui n'ont rien fait". Quelqu'un demanda : "Vous pensez que... ?". Le capitaine haussa les épaules, exprimant son doute.

Le 8 mai, de Lattre est à Berlin. L'Afrique du Nord se dispose à fêter la Victoire. A Sétif, des membres du Parti du Peuple Algérien défilent en réclamant la libération de leur leader : Messali Hadj. Le passé et l'attitude de certains colons attire la colère des manifestants. Il y a des tués et des blessés. L'armée intervient avec des groupes de colons (tous gens qui n'avaient participé à aucune des opérations contre Pétain ni les nazis), la répression se développe à une échelle incroyable. L'aviation bombarde la ville. A Guelma, des exécutions sommaires se produisent. Des historiens considèrent que ce fut là en Algérie le véritable début de la guerre (qu'en général on situe en novembre 1954).

Le nombre des victimes est à déterminer (on a parlé de 10 000 ou de 45 000...), mais qu'ont pensé en rentrant chez eux les Algériens qui avaient participé à la Libération d'une partie de la France et à la chute du 3^{ème} Reich ? On connaît hélas la suite.

Cependant, un événement nouveau vient de se produire, que les populations algériennes ont vivement ressenti et qui, ne pouvant hélas ressusciter les morts (les morts de 1945 à 1962) doit hâter le rapprochement souhaitable entre les deux peuples. Le 27 février dernier, M. HUBERT COLIN DE VERDIERE, AMBASSADEUR DE FRANCE EN ALGERIE, s'est rendu à Sétif et a prononcé une allocution au sein de l'Université Ferhat-Abbas, saluant en celui-ci "un adversaire de la France, mais un adversaire respecté".

Que ces propos aient été tenus avec l'assentiment des plus hautes autorités de l'Etat est une évidence. Alors, que le prochain 8 mai permette à celles-ci de rétablir avec nos anciens camarades de combat et leurs descendances des liens analogues à ceux qui s'étaient établis dans les campagnes que nous avons rappelées.

Alors pourra-t-on envisager que le 8 mai réponde au vœu de l'Ambassadeur de France : la célébration de "l'issue tant attendue d'une guerre mondiale pendant laquelle tant des vôtres avaient donné leur vie pour notre liberté, CETTE LIBERTE QUI DEVAIT ETRE CELLE DE TOUS LES ALGERIENS".

UN DOCUMENT EXCEPTIONNEL : ROBERT CHAMBEIRON TÉMOIGNE

LE CONSEIL NATIONAL DE LA RESISTANCE (C.N.R.)



LE CNR ET SON PROGRAMME

Entretien avec Robert CHAMBEIRON, secrétaire général-adjoint du CNR

VIDEO-CASSETTE

VHS-PAL (60 minutes)..... l'unité : 23 € x =
Par 10, l'unité : 20 : 20 € x =

DVD (60 minutes)..... L'unité : 28 € x =
Par 10, l'unité : 25 € : 25 € x =

Total : €

Franco de port

Toute demande d'envoi en recommandé sera facturée

Les commandes doivent être adressées à l'Association Nationale des Ami(e)s de la Résistance (A.N.A.C.R.) 79, rue Saint-Blaise 75020 PARIS - chèque à l'ordre de l'A.N.A.C.R.



LIVRES • LIVRES • LIVRES

LUTETIA

Par Pierre Assouline

La structure de ce livre pourra, dans les premières pages, peut-être désorienter certains lecteurs. Qu'ils s'en gardent. Elle est d'une logique fort simple : l'histoire de l'Hôtel Lutetia - l'un des grands hôtels parisiens de luxe -, qu'un cadre permanent, le responsable de la sécurité, raconte, en trois phases totalement dissemblables, qu'il connut effectivement : l'avant-guerre (clientèle huppée, rien de très marquant, le cinéma nous a informés) ; l'Occupation, où l'établissement devient le quartier général de l'Abwehr (l'intérêt croît), enfin le retour des déportés dont il fut le centre d'accueil le plus important. Quand le lecteur en arrive ici, il ne peut plus quitter le livre. Cette troisième partie est en effet traitée avec talent, avec érudition et surtout avec des qualités de cœur qui font mieux sentir, comprendre, ces jours poignants, déchirants.

Cette troisième période commence donc le 29 avril 1945 (date curieusement retenue pour les premières élections municipales, comme si les déportés, les P.G. et les combattants sur les divers fronts n'avaient pas le droit de vote !). Le livre nous fait vivre avec les groupes de survivants, souvent méconnaissables, avec la foule des familles qui cherchent quelqu'un des leurs et apprennent de la bouche de tel ou tel rescapé qui par hasard le connaît qu'il restera "là-bas" à jamais. Des familles ne reconnaissent pas le rescapé décharné qu'on leur présente. Les autres, hélas... et dans tout cela la recherche et la détection des nazis ou traîtres camouflés au milieu de leurs victimes... pas facile non plus.

On est ému de trouver dans ce récit des noms bien connus de nous : Mme Zlatine (l'ancienne directrice de la maison d'Yzieu, capitaine du service social au centre d'accueil), Gisèle Guillemot, Christian Pineau, Martin Chauffier, Pierre Daix etc. Puis, après un drame qui touche le récit du livre, l'auteur renoue avec... son passé. Les combattants, au feu jusqu'au 8 mai, ont quelquefois trouvé au cours de leur avance en terre allemande puis autrichienne des échappés des "marches de la mort". Ce n'était pas les plus faibles évidemment et, passée la joie réciproque de se tomber dans les bras les uns les autres, les combattants regrettaient intensément de ne pouvoir détacher de leurs formations en campagne des véhicules pouvant reconduire les rescapés de l'autre côté du Rhin. Et puis, il fallait vite terminer les opérations... Quant aux services gouvernementaux, dans la pénurie que connaissait la France et qu'il ne faut pas sous-estimer, ils n'avaient pas rassemblé des moyens suffisants et le commandement allié avait fixé de façon peu opportune les urgences de rapatriement, commençant par les P.G., puis les "civils", enfin les déportés, alors que rapidement tous ceux qui voyaient ces derniers comprenaient que l'ordre contraire aurait mieux convenu.

(Gallimard - 21 €)

700 JOURS EN ENFER

Récit de Michèle Kahn

Au début de l'année, c'est tout un « numéro exceptionnel » que la revue « Je lis des Histoires vraies », destinée aux enfants de 8 à 12 ans, publie pour le 60^{ème} anniversaire de la libération des camps de la mort, avec un récit illustré de Michèle Kahn, « 700 jours en enfer », basé sur le témoignage devant des élèves de Charles Palant, qui fut déporté à Auschwitz - où furent assassinées à leur arrivée sa sœur et sa mère - puis, après avoir effectué la « Marche de la mort », à Buchenwald. Un récit complété par un lexique, des documents et photos sur les camps, les enfants d'Yzieu, Anne Frank...

« Je lis des Histoires vraies », n° 136, janvier 2005, 4,60 €.

LA SINGULIERE EPOPEE DU "GROUPE LAFAYETTE"

Par Lucien Volle

Lucien Volle, très actif et très efficace animateur de l'A.N.A.C.R. en Haute-Loire (et vice-président national) a publié une troisième édition de son livre sur l'unité qu'il commanda en Résistance : le Groupe Lafayette de l'A.S.

Pourquoi "Groupe Lafayette" ? Parce que c'est ce groupe qui, le 22 décembre 1943, enleva et cacha la statue de Lafayette, que les Allemands voulaient envoyer à la fonte, comme ils le firent de beaucoup d'autres. Ce ne fut pas une mince affaire : elle pesait une tonne ! Maurice Schumann évoqua l'affaire au micro de B.B.C. : "Patriotes de la Haute-Loire, il faut que vous le sachiez, les échos de votre exploit ont retenti jusqu'au-delà de l'Atlantique. Votre geste symbolique a soulevé l'enthousiasme du monde libre ! Rien ne pouvait mieux l'aider à comprendre et à remplir ses devoirs envers le maquis, sa dette envers les soldats de la Résistance Française qui ne demandent que les moyens de mieux se défendre et de mieux se battre pour la cause commune..."

Mais Lucien Volle ne se borne pas à raconter cet exploit. Disons-le : son livre est l'un des plus "fouillés", des plus minutieux et des plus précis que nous connaissions sur une région donnée (ainsi que sur les contacts et actions communes assez fréquentes avec les régions contiguës). Il est l'un de ceux qui sont le plus susceptibles de faire connaître en profondeur à des jeunes que passionne la Résistance (quoi qu'en disent certains, ils sont nombreux), une sérieuse compréhension de ce que fut la vie des maquis. Nous ne saurions trop le recommander, ajoutant toutefois qu'il présente un autre mérite : l'évocation de la participation d'une compagne, commandée par le Capitaine Volle, aux combats de la Première Armée, du Puy jusqu'au Rhin, combats que nos camarades auraient souhaité continuer jusqu'au bout, jusqu'à la victoire évoquée en notre page centrale, mais les pénuries que connaissait alors la France empêchèrent l'intégration de tous les volontaires, la formation de toutes les unités qu'il était possible de constituer et d'ajouter à la Première Armée. Et il faut bien dire que le Général de Lattre, Commandant en chef de celle-ci et partisan de l'amalgame, ne disposait pas non plus à ce sujet de toute la liberté de mouvement qu'il avait souhaitée, exaltée depuis le départ d'Italie des formations destinées au débarquement de Provence, et qu'il continua à prôner jusqu'à la Victoire et même après.

(Lucien Volle - 1 rue des Bories-Hautes - 43700 Brives-Charensac - 35 € plus 5 € de port).

LE JOURNAL DE LA RESISTANCE

Rédaction - Administration 79, rue St-Blaise, 75020 Paris

Directeur de Publication: Jean-Emile FREIRE

REDACTION - ADMINISTRATION
79, rue Saint-Blaise, 75020 PARIS
Tél. : 01.44.64.80.60 - C.C.P. 4194-42 W PARIS
e-mail : journaldelaresistance@wanadoo.fr

ABONNEMENTS
France 11 €
Etranger 13 €
Abonnement de soutien 25 €
Le numéro 2,5 €

CHANGEMENTS D'ADRESSE
Prière de joindre la bande du dernier numéro reçu et deux timbres-poste pour frais

Edité par la S.A.R.L. FRANCE-D'ABORD
Le gérant : Jean FREIRE
Commission paritaire des Publications et Agences de Presse - N° 0308 A 06405

Imprimerie Multi Incoorpo Photo
3-5, rue de l'Atlas, 75019 Paris
Tél. : 01.40.03.96.60